

ARRÊTÉ N° 2023_287

RELATIF AU PRIX DE JOURNÉE 2023 DU SERVICE ACCUEIL DE JOUR MARTIN-LUTHER-KING SIS 7 RUE CATULIENNE, 93200 SAINT-DENIS ET GÉRÉ PAR LA FONDATION ORPHELINS APPRENTIS D'AUTEUIL.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-1, L. 313-1-1, L. 313-3 à L. 313-8, L. 314-1, L. 314-6 à L. 314-8, relatif à l'autorisation, la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312.1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2016-188 du 14 juin 2016 d'extension de la capacité d'accueil du service accueil de jour de l'établissement Martin-Luther-King (93200 Saint-Denis) géré par la Fondation d'Auteuil sise 40 rue de la Fontaine, 75781 Paris cedex 16 ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n° 2021-271 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes transmises le 28 octobre 2022 par l'association Fondation Orphelins Apprentis d'Auteuil ;

Vu la convention du 20 décembre 2018 relative au paiement en prix de journée globalisé pour le service d'accueil de jour éducatif, pédagogique et psychologique (AJEPP) géré par la Fondation les Apprentis d'Auteuil ;

Vu la décision budgétaire pour l'exercice 2023 transmise le 6 juillet 2023 ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Pour l'exercice 2023, les recettes et dépenses prévisionnelles de l'accueil de jour Martin Luther King « AJEPP » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant en €	Total en €
DÉPENSES	GROUPE I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	75 575,00	707 419,60
	GROUPE II : Dépenses afférentes au personnel	492 686,00	
	GROUPE III : Dépenses afférentes à la structure	139 158,60	
RECETTES	GROUPE I : Produits de la tarification	837 869,16	857 832,16
	GROUPE II : Autres produits relatifs à l'exploitation	16 483,00	
	GROUPE III : Produits financiers et produits non encaissables	3 480,00	

ARTICLE 2. – Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés avec la reprise de résultat suivante :

- Compte 11519 pour un montant de -150 412,56 €.

ARTICLE 3. – Pour l'exercice budgétaire 2023, le prix de journée du service d'accueil de jour de l'établissement « Martin Luther King » sis 7 rue Catulienne, 93200 Saint-Denis, géré par la Fondation d'Auteuil sise 40 rue Jean de la Fontaine, 75781 Paris Cedex 16, dont le n° de SIRET est le 775 688 799 01175, est arrêté à 124,76 €.

Le prix de journée moyen applicable au 1^{er} juillet 2023 est fixé à 133,58 €.

En application du IV bis de l'article L.314-7 du Code de l'action sociale et des familles, il est calculé en prenant en compte les produits prévisionnels versés sur la base de l'exercice précédent entre le 1^{er} janvier et la date d'effet du présent arrêté.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2024 et dans l'attente d'une nouvelle décision, **le tarif applicable à compter du 1^{er} janvier 2024 est de 124,76 €.**

ARTICLE 4. – Le prix de journée globalisé est versé selon les modalités suivantes pour l'exercice en cours :

– versement de dotations mensuelles calculées en fonction de l'activité autorisée pour l'année N ;

– régularisées en deux fois :

(1) en année N en prenant en compte l'activité constatée des premiers mois de l'année N ;

(2) en année N+1 en prenant en compte l'activité constatée des derniers mois de l'année N.

En l'absence de nouvelle tarification au 1^{er} janvier 2024 et dans l'attente d'une nouvelle décision, **le douzième mensuel à compter du 1^{er} janvier 2024 est de 69 822,43 €** (produits de la tarification/12).

ARTICLE 5. – Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Île-de-France sis : TITSS Conseil d'État 1 place du Palais Royal, 75100 Paris cedex 01, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 6. – Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

ARTICLE 7. – Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le